



## **TRIBUNE LIBRE N°167**

### ***UKRAINE : LA LIGNE ÉTAIT ROUGE VIF***

**Jean-Luc Baslé**

Ancien directeur de Citigroup New York, auteur de *L'Euro survivra-t-il ?* (2016)  
et de *The International Monetary System : Challenges and Perspectives* (1982).

Les États-Unis ont accédé à la requête des Ukrainiens, maintes fois formulée, de les autoriser à frapper des cibles en territoire russe avec les missiles longue-portée de fabrication américaine et européenne que sont les ATACMS, *Himars*, *Storm Shadow* et *Scalp*. L'accord obtenu, les Ukrainiens ont attaqué la Russie les 19 et 21 novembre. La Russie a répondu avec force et célérité en ciblant, le 21 novembre, le constructeur aérospatial ukrainien Yuzhmash sur les bords du Dniepr avec un nouveau missile hypersonique, l'*Oreshnik*. Surpris, les Occidentaux ont immédiatement accusé la Russie d'escalader la guerre. Leur surprise tient à ce que dans le passé Vladimir Poutine, craignant un emballement du conflit, n'avait pas réagi quand les Occidentaux avaient franchi ses lignes rouges, perçues à l'ouest comme de simples bluffs. Mais cette fois, la ligne n'était pas rouge, mais rouge vif et Poutine a réagi. Les événements des 19 et 21 novembre donnent à réfléchir sur ce que le futur nous réserve, d'autant que dans son allocution du 21 novembre, Vladimir Poutine a informé les Occidentaux qu'il n'existait pas de défense aérienne en Occident capable d'arrêter l'*Oreshnik* et qu'il y aurait une réponse à toute frappe ukrainienne sur le territoire russe. La guerre est perdue sur le terrain. Washington le sait. La raison et la sagesse préconisent donc l'arrêt du conflit et l'amorce de négociations. Encore faut-il au préalable s'interroger sur les motivations américano-ukrainiennes.

Pourquoi cibler le territoire russe quand de l'avis des experts ces attaques ne changeront pas l'issue du conflit ? Personne n'a réponse à cette question, aussi les conjectures vont-elles bon train. Serait-ce pour le transformer en une guerre d'usure qui épuiserait économiquement la Russie, provoquant la colère des Russes et la démission de Poutine ? Pour sauver la face en espérant obtenir un meilleur règlement du conflit ? Pour provoquer une réaction de Vladimir Poutine qui le décrédibiliserait sur la scène internationale ? Pour frustrer le projet de paix de Donald Trump ? Quelles qu'en soient les raisons, une chose est sûre : l'*Oreshnik* a changé la donne. La Russie a désormais une option entre l'inaction et la réponse nucléaire. Dans un signe de défiance, les Ukrainiens ont à nouveau frappé Koursk les 23 et 25 novembre. Peut-être les Russes n'auront-ils pas besoin de répondre à ces attaques si Washington a compris leur message ? Le temps des rodomontades est passé, celui des négociations est venu pour éviter un affrontement direct russo-américain dont on n'ose imaginer les conséquences.

Le 22 février 2022, jour du lancement de l'opération militaire spéciale, Vladimir Poutine a pris soin d'en donner les objectifs immédiats : démilitarisation, dénazification et neutralité de l'Ukraine. Les objectifs stratégiques qui sous-tendent cette opération sont au cœur du différend russo-américain. Ils sont énumérés dans le projet de traité d'architecture européenne de sécurité que Vladimir Poutine a remis à Washington et à Bruxelles le 17 décembre 2021, et se résument en deux points essentiels : retrait de l'OTAN des nations qui l'ont rejoint après 1991 (en conformité avec la promesse de James Baker à Mikhaïl Gorbatchev) et neutralité des nations limitrophes de la Russie.

Ce projet d'architecture s'appuie sur le principe de l'indivisibilité de la sécurité qui stipule que la sécurité d'une nation ne peut se faire au détriment d'une autre – principe inscrit dans les déclarations d'Istanbul de 1999 et d'Astana de 2010, signées par les membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dont les Etats-Unis, la Russie, l'Ukraine, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, etc.<sup>1</sup> A ce principe, les Etats-Unis en opposent un autre, celui de la « porte ouverte »<sup>2</sup>, qui donne à toute nation le droit de s'allier à toute autre nation sans égard à l'impact d'une telle alliance sur une ou plusieurs autres nations – principe inscrit dans l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe. Ces positions antinomiques augurent mal d'une résolution du conflit, sauf renoncement improbable des Etats-Unis à leurs visées hégémoniques.

Ce règlement du conflit est d'autant plus improbable que Donald Trump entend le régler par la force. « Nous obtiendrons la paix par la force » a-t-il déclaré récemment. Qu'entend-il par ces mots ? Nul ne le sait, mais ils se situent dans le droit fil de la politique de l'escalade dominante (*Escalation Dominance*) qui repose pour partie sur une escalade de la violence et pour partie sur le bluff ou « stratégie de l'ambiguïté »,<sup>3</sup> ou encore « théorie de l'Homme fou » (*Madman*), chère à Richard Nixon, qui se résume par cette expression : « arrêtez-moi ou je fais un malheur (sous-entendu « je recours au nucléaire »). En l'espèce, cela signifie, si l'on prend la déclaration de Donald Trump au

---

<sup>1</sup> Créé en 1973, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a pour objet la paix et la sécurité des États.

<sup>2</sup> La doctrine de « la porte ouverte », due au secrétaire d'État John Hay, avait pour objet d'ouvrir la porte de la Chine aux États-Unis à la fin du XIXe siècle en traitant toutes les nations sur un pied d'égalité afin qu'aucune n'est le contrôle total du pays.

<sup>3</sup> Gilles Andréani, professeur affilié à Sciences Po, se fait l'avocat de cette méthode dans un récent article intitulé : « Ukraine, troupes au sol, ambiguïté stratégique : il faut mettre fin à la désunion occidentale », *Telos*, 22 mai 2024.

mot, que Vladimir Poutine doit se soumettre à la volonté américaine. Ouah ! Ce serait la première fois dans l'histoire des nations que le perdant impose sa volonté au vainqueur !

Le problème avec cette approche est qu'elle n'est plus valide. Vladimir Poutine y a trouvé réponse avec le missile *Oreshnik*, équipé d'une charge conventionnelle capable de faire d'énormes dégâts, comme démontré lors de l'attaque de Yuzhmash. A toute nouvelle attaque ukrainienne sur le sol russe, la Russie répondra par une attaque *Oreshnik* sur le sol ukrainien, voire sur celui de ses alliés que la Russie qualifie désormais de co-belligérants. C'est au tour des États-Unis d'être coincés dans un dilemme cornélien du tout ou rien – « tout » signifiant un engagement direct dans la guerre, et « rien » l'ignominie. La déclaration péremptoire de Donald Trump est donc vide de sens. Poutine est en position de force.

Si Trump maintient sa position, un accord est impossible à moins que Poutine accepte un accord bâclé pour mettre fin à une guerre qui lui coûte cher et qui menace son économie, en se satisfaisant de l'annexion du Donbass et de la neutralité de l'Ukraine. Ce serait une erreur. La neutralité de l'Ukraine serait une neutralité de façade. Les États-Unis ne renonceront pas à leur objectif de démembrer la Russie. Une guérilla larvée émergera en Ukraine – la CIA et son avorton la *National Endowment for Democracy* (NED) ont une grande expérience en la matière – guérilla qui forcera tôt ou tard Poutine à envahir l'Ukraine. C'est alors que la question du règlement définitif du conflit se posera. Une paix durable n'est donc possible qu'à deux conditions. Les États-Unis doivent :

- a) accorder à la Russie ce qu'ils se sont octroyés en 1823 avec la doctrine de Monroe, une sphère d'influence ;
- b) renoncer au mythe de l'hégémonie messianique. Peut-être Donald Trump y consentirait-il pour avoir la paix et mener à bien son programme de réformes, mais l'appareil de sécurité (ministères des Affaires étrangères et de la Défense, complexe militaro-industriel et agences de renseignement – CIA, NSA, etc.) n'est pas prêt à accorder à la Russie ni l'un ni l'autre.

A ce point du débat, il convient de revenir à la thèse de l'Américain William Gilpin préconisant à la fin du XIXe siècle la construction d'une voie ferrée reliant New York à Moscou pour faciliter les échanges commerciaux. Cette thèse, en opposition frontale avec celle de l'Anglais Halford Mackinder, a longtemps été ignorée, avant d'être reprise par Henry Wallace, vice-président des États-Unis de 1941 à 1945.<sup>1</sup> Cette adhésion à la vision de Gilpin lui valut très probablement d'être éliminé de la course à la Maison Blanche en 1944. S'il avait été élu, loin d'être des ennemis, Washington et Moscou auraient été des partenaires industriels et commerciaux dans un monde apaisé.

La paix est non seulement possible mais aussi bénéfique. Le Vietnam qui fut en guerre avec les États-Unis pendant vingt ans, est aujourd'hui son troisième fournisseur après la Chine et le Mexique.

**Jean-Luc Baslé**  
Décembre 2024

---

<sup>1</sup> Halford Mackinder opposait l'empire naval britannique à un empire continental euroasiatique en devenir, appelé île-monde, qui serait contrôlé par la Russie.